

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°155-18

Objet : Fixation du nombre de représentants du personnel au comité technique et décision du recueil de l'avis des représentants des collectivités et établissements

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°155-18

Objet : Fixation du nombre de représentants du personnel au comité technique et décision du recueil de l'avis des représentants des collectivités et établissements

Le Conseil de communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 32, 33 et 33-1,

Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu la délibération du conseil du conseil communautaire n°155-14 du 4 juillet 2014 instituant un comité technique fixant le nombre de sièges des représentants du personnel titulaires à 4, maintenant la parité entre le collège des représentants du personnel et celui des représentants de l'établissement et donnant voix délibérative aux représentants de l'établissement,

Considérant que la consultation des organisations syndicales est intervenue le 25 mai 2018 soit plus de 10 semaines avant la date du scrutin,

Considérant que l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2018 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 398 agents,

Considérant que, compte tenu de cet effectif, le comité technique peut être composé de 4 à 6 représentants du personnel et d'un nombre égal de représentants suppléants,

Considérant qu'il est opportun de conserver, d'une part la parité numérique entre le collège des représentants du personnel et celui des représentants de l'établissement et, d'autre part la voix délibérative des représentants de l'établissement.

Après avoir délibéré,

Décide

Article 1 : DE FIXER à 5 le nombre de représentants titulaires du personnel et en nombre égal le nombre de représentants suppléants.

Article 2 : DE MAINTENIR le paritarisme numérique en fixant à 5 le nombre de représentants titulaires de l'établissement et un nombre égal de suppléants.

Article 3 : DE MAINTENIR le recueil, par le comité technique, de l'avis des représentants de l'établissement.

Transmis en Préfecture le : 14 SEPT 2018

Publication par affichage le : 14 SEPT 2018

Exécutoire le : 14 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

Acquitté en PREFECTURE le: 14/09/2018

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Lorient du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°156-18

Objet : Fixation du nombre de représentants du personnel au CHSCT et décision du recueil de l'avis des représentants des collectivités et établissements

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°156-18

Objet : Fixation du nombre de représentants du personnel au CHSCT et décision du recueil de l'avis des représentants des collectivités et établissements

Le Conseil de communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 32, 33 et 33-1,

Vu le décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Considérant que la consultation des organisations syndicales est intervenue le 25 mai 2018 soit plus de 10 semaines avant la date du scrutin,

Considérant que l'effectif apprécié au 1^{er} janvier 2018 servant à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel est de 398 agents,

Considérant que, compte tenu de cet effectif, le CHSCT peut être composé de 3 à 10 représentants du personnel et d'un nombre égal de représentants suppléants,

Considérant qu'il est opportun de conserver, d'une part la parité numérique entre le collège des représentants du personnel et celui des représentants de l'établissement et, d'autre part la voix délibérative des représentants de l'établissement,

Après avoir délibéré,

Décide

Article 1 : DE FIXER à 3 le nombre de représentants titulaires du personnel et en nombre égal le nombre de représentants suppléants.

Article 2 : DE MAINTENIR le paritarisme numérique en fixant à 3 le nombre de représentants titulaires de l'établissement et un nombre égal de suppléants.

Article 3 : DE MAINTENIR le recueil, par le CHSCT, de l'avis des représentants de l'établissement.

Transmis en Préfecture le : 14 SEPT 2018

Publication par affichage le :

Exécutoire le : 13 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

Acquitté en PREFECTURE le: 14/09/2018

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°157-18

Objet : Rapport annuel sur l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés et assimilés

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°157-18

Objet : Rapport annuel sur l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés et assimilés

Le Conseil de communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code du travail, notamment ses articles L323-2, L323-5 et L5212-13,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 35 bis,

Vu l'avis du comité technique de la CoVe du 21 juin 2018,

Entendu le rapport du vice-président délégué à l'accessibilité,

Décide

Article 1: DE PRENDRE ACTE de la présentation du rapport annuel 2017 sur l'emploi de travailleurs handicapés, mutilés de guerre ou assimilés dans l'établissement public.

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

RAPPORT ANNUEL SUR L'OBLIGATION D'EMPLOI DES TRAVAILLEURS HANDICAPES ET ASSIMILES SOUMIS AU COMITE TECHNIQUE DU 10 SEPTEMBRE 2018

L'article 35 bis de la loi n°84-53 portant dispositions statutaires dispose que le rapport annuel sur l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (article L323-2 du code du travail) est présenté à l'assemblée délibérante, après avis du comité technique.

En effet, l'effectif des collectivités et établissements publics, qui emploient 20 équivalents temps plein ou plus, doit comporter au moins 6% d'agents reconnus travailleurs handicapés et assimilés au sens du code du travail. Dans le cas contraire, les employeurs sont soumis au paiement d'une contribution annuelle au Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP). L'obligation légale est alors réputée respectée.

1) La liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi (articles L5212-13 et L323-5 du code du travail)

- Les travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH (Commission des Droits à l'Autonomie des Personnes Handicapées) ou titulaires d'une carte d'invalidité ;
- Les titulaires d'une pension d'invalidité dont la capacité de travail ou de gain est réduite d'au moins deux tiers, ainsi que les titulaires d'une pension militaire d'invalidité ;
- Les agents affectés sur des emplois réservés (par exemple : victimes d'un acte terroriste, sapeurs-pompiers volontaires victimes d'un accident ou atteints d'une maladie contractée en service) ;
- Dans certains cas très précis et limitatifs : les conjoints, partenaires de PACS, concubins et enfants des bénéficiaires d'emplois réservés cités ci-dessus ;
- Les bénéficiaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité suite à un accident du travail ou une maladie professionnelle ;
- Les agents reclassés selon les dispositions des articles 81 à 85 de la loi n° 84-53 et leurs décrets d'application, ainsi que ceux ayant bénéficié d'un changement d'affectation, en application du décret n°85-1054.

2) Le taux d'emploi

Le taux d'emploi direct est déterminé sur la base des effectifs (tous types d'emplois confondus) présents au 1^{er} janvier de l'année écoulée, convertis en équivalents temps plein (en revanche, un bénéficiaire de la loi vaut une unité). Il est calculé de la façon suivante :

$$\text{Nombre de bénéficiaires de la loi} / \text{Effectif total} \times 100$$

Le nombre initial d'unités manquantes correspond au nombre de bénéficiaires de la loi manquant au sein de l'effectif. Il est calculé de la façon suivante :

Nombre légal de bénéficiaires de la loi - Nombre de bénéficiaires rémunérés

Ce nombre peut être réduit par la conversion de certaines dépenses en unités déductibles, dans la limite de 50% de l'obligation d'emploi. Ces dépenses concernent :

- la sous-traitance : les contrats passés avec les entreprises adaptées (EA) et les établissements ou services d'aide par le travail (Esat) peuvent permettre de remplir l'obligation d'emploi dans la limite de 50% ;
- les dépenses d'insertion professionnelle, dans la limite de 10% de l'obligation d'emploi : aménagement de postes de travail, mise en place de transports adaptés...

- **les dépenses pour accueillir un agent lourdement handicapé**, dès lors qu'elles dépassent un certain plafond ;
- **les dépenses affectées au maintien dans l'emploi** d'agents reconnus inaptes mais n'appartenant pas à l'une des catégories de bénéficiaires de la loi.

La conversion du montant des dépenses en unités déductibles s'effectue de la manière suivante :

Montant des dépenses déductibles de l'année écoulée / Montant du traitement annuel brut minimum de la fonction publique au 31 décembre de l'année écoulée

Le taux d'emploi légal est enfin calculé de la façon suivante :

(Nombre de bénéficiaires de la loi + Nombre d'unités déductibles) / Effectif total X 100

3) La contribution

Si le taux d'emploi légal est inférieur à 6%, la collectivité est soumise au paiement d'une contribution annuelle au FIPHFP, déterminée selon le nombre d'unités manquantes (arrondie à l'unité inférieure) et selon l'effectif de la collectivité employeur. Le calcul est le suivant :

Unités manquantes x N x SMIC au 31 décembre de l'année écoulée

où N = 400 pour les effectifs compris entre 20 et 199

500 pour ceux compris entre 200 et 749

600 pour ceux supérieurs ou égaux à 750

L'article 98 de la loi 2005-102 prévoit une réduction de la contribution des employeurs consacrant des dépenses à la rémunération des personnels affectés à des missions d'aide à l'accueil, à l'intégration et à l'accompagnement des élèves ou étudiants handicapés au sein des écoles, des établissements scolaires et des établissements d'enseignement supérieur.

4) Le taux d'emploi légal de la CoVe

Depuis cinq années consécutives, la CoVe atteint le taux légal d'emploi d'agents reconnus travailleurs handicapés et assimilés (5,77% arrondis à 6 % en 2014). Elle n'est donc pas soumise au versement de la contribution au FIPHFP en 2018 (effectif pris en compte au 01/01/2017).

Le transfert des agents des crèches de la Ville de Carpentras, Bédoin et Malaucène à la CoVe a fait augmenter notre effectif ; par conséquent, le nombre légal de bénéficiaires de l'obligation d'emploi est passé de 15 à 20.

Toutefois, le nombre de bénéficiaires de la loi a augmenté de 3 par rapport à l'année précédente, passant de 19 à 22 agents. Il s'agit de deux agents transférés de la petite enfance et d'un agent ayant bénéficié d'un reclassement professionnel.

Année de versement de la contribution	2014	2015	2016	2017	2018
---------------------------------------	------	------	------	------	------

(l'effectif pris en compte est celui du 1 ^{er} janvier de l'année précédente)					
Nombre de travailleurs bénéficiant d'une reconnaissance de travailleur handicapé par la COTOREP ou la CDAPH	9	10	11	12	14
Bénéficiaires d'une allocation temporaire d'invalidité (ATI)	4	4	3	3	3
Agents reclassés ou ayant bénéficié d'un changement d'affectation	2	3	3	4	5
Total des bénéficiaires de la loi	15	17	17	19	22
Nombre d'agents nécessaire à l'atteinte du taux légal	15	15	15	15	20
Unités manquantes	0	0	0	0	0
Unités déductibles	0.06	0,00	0,04	0.03	0.03
Taux d'emploi légal à la CoVe	5,77 %	6,75 %	6,68 %	7,32 %	6,31 %
Contribution au FIPHFP	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

Cela ne présume pas de la situation dans les années à venir. Les facteurs de variation ci-dessous continueront d'intervenir :

- certains agents bénéficiaires de la loi sont susceptibles de sortir de l'effectif (retraite, mutation,...) ;
- de façon structurelle, la CoVe compte un grand nombre d'emplois (services techniques, crèches) peu compatibles avec les handicaps les plus courants (problèmes de dos, genoux, épaules...) et pour lesquels un aménagement de poste, un changement d'affectation ou un reclassement sont difficiles à mettre en œuvre ;
- les bénéficiaires de la loi ne sont pas nécessairement connus, les agents bénéficiant d'une reconnaissance par la CDAPH, par exemple, n'ayant aucune obligation de se déclarer et étant souvent réticents à le faire, même lorsqu'ils sont en poste.

Il est à noter que l'assistant social de l'établissement accompagne les agents qui le souhaitent pour la constitution du dossier de demande de reconnaissance de travailleur handicapé ; il les invite ensuite à transmettre le document de reconnaissance au service des ressources humaines.

La démarche d'information des agents, initiée il y a quelques années, est maintenue. Ainsi, les courriers de recrutement produits par le service des ressources humaines invitent systématiquement les agents à transmettre, le cas échéant, le document attestant de leur situation, en précisant bien sûr qu'ils sont libres de cette communication.

Il convient d'observer que les candidats au recrutement, de façon générale, ne signalent pas qu'ils sont bénéficiaires de la loi. Il est donc difficile d'avancer sur cette base.

Cependant, la préoccupation du maintien dans l'emploi reste la plus sensible pour les employeurs publics, confrontés à la nécessité de trouver des solutions de reclassement pour des agents devenus inaptes à leur poste ou à leurs fonctions. La CoVe déploie un effort particulier dans ce domaine, en mobilisant les outils de la gestion de l'emploi et des compétences.

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°158-18

Objet : Prolongation de convention de participation pour la couverture du risque prévoyance des agents de la cove

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°158-18

Objet : Prolongation de convention de participation pour la couverture du risque prévoyance des agents de la cove

Le conseil communautaire,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 9, modifié par la loi n°2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique, et précisant que « l'action sociale collective ou individuelle, vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles (...) ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles », et son article 22 bis ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 88-2 ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu la circulaire N°RDFB1220789C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu la convention de prévoyance collective complémentaire à adhésion facultative du 30 octobre 2013, conclue entre la CoVe et HUMANIS PREVOYANCE représentée par COLLECTEAM aux conditions suivantes :

-Couverture des risques :

- ✓ incapacité à hauteur de 95 % du traitement de référence net (NBI incluse)
- ✓ invalidité à hauteur de 95 % du traitement de référence net (NBI incluse)
- ✓ décès : versement d'un capital décès égal à 50 % du traitement annuel de référence net

-Montant de la cotisation (taux identique pour chaque agent), pour couvrir les trois risques ci-dessus : 1,43 % du traitement indiciaire brut + NBI depuis le 1^{er} janvier 2018 ;

Vu l'article 2 de la convention relative à la prise d'effet - durée – renouvellement du contrat ;

Vu l'avis favorable du comité technique de la CoVe du 21 juin 2018,

Considérant le succès du dispositif de garantie maintien de salaire bénéficiant aux agents titulaires de la fonction publique et aux agents contractuels bénéficiant d'un contrat à durée déterminée d'une durée minimale de quatre mois ;

Considérant les conditions de couverture avantageuses au regard du taux de cotisation obtenu,

Considérant le taux important d'adhésion des agents ;

Considérant la durée initiale de six ans de la convention, jusqu'au 31 décembre 2018 ;

Considérant la possibilité offerte par le contrat de prolonger sa durée pour une période maximale d'un an ;

Considérant l'intérêt de la CoVe de bénéficier de cette prolongation pour bénéficier d'un temps supplémentaire pour organiser la procédure de renouvellement du contrat après mise en concurrence dans les conditions édictées par le Décret n°2011-1474 du 08 novembre 2011 et continuer à bénéficier des conditions tarifaires avantageuses du contrat en vigueur ;

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

Entendu le rapport du Président de la CoVe,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article unique : D'AUTORISER la prolongation du contrat de prévoyance collective complémentaire à adhésion facultative conclu le 30 octobre 2013 avec HUMANIS PREVOYANCE pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2019, aux mêmes conditions de couverture pour un taux de cotisation inchangé de 1,43% du traitement indiciaire brut + NBI.

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°159-18

Objet : Tableau des effectifs

Conseil de communauté du 10 septembre 2018
Délibération n°159-18
Objet : Tableau des effectifs

Le Conseil de communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code du travail,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,

Vu le décret 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°93-162 du 2 février 1993, relatif à la rémunération des apprentis dans le secteur public non industriel et commercial,

Vu les avis du comité technique de la CoVe du 8 décembre 2017 et du 21 juin 2018,

Considérant qu'afin de renforcer l'équipe du service Habitat sur le volet OPAH, il convient de créer un emploi de chargé de mission OPAH relevant du cadre d'emplois des attachés,

Considérant les besoins du service, la nature des fonctions et le possible financement de l'ANAH, il est incertain que cet emploi, relevant de la catégorie A, puisse être pourvu par un fonctionnaire ; il est en conséquence opportun d'autoriser le recours à un contrat pris sur le fondement du 2° de l'article 3-3 de la loi 84-53,

Considérant que pour répondre aux besoins des services, il convient de créer douze postes d'adjoints techniques territoriaux,

Considérant que pour faire face à l'accroissement d'activité que connaît le service constructions publiques, il convient de créer un nouvel emploi de chargé d'opérations spécialisé dans les VRD relevant du grade de technicien principal de 1ère classe,

Considérant que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans d'acquérir des connaissances théoriques et pratiques dans une spécialité, de les mettre en application dans une entreprise ou une administration et d'obtenir un diplôme ou un titre,

Considérant que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour la CoVe, il convient de recourir à deux contrats d'apprentissage,

Considérant que l'ampleur des dossiers de fond à mener (mise en place du RIFSEEP, compte personnel de formation, prélèvement à la source, élections professionnelles) et du besoin urgent de l'établissement de fédérer les services autour d'un projet de modernisation de l'administration ont conduit, dans l'intérêt de l'établissement public, à la transformation du service des ressources humaines en direction des ressources humaines, il convient de supprimer le poste de directeur territorial affecté aux fonctions de responsable des ressources humaines,

Après avoir délibéré,

Décide

Article 1 : DE CREER, un emploi de chargé de mission OPAH relevant du cadre d'emplois des attachés.

Article 1-1 : D'AUTORISER, pour pourvoir cet emploi, le recours à un contrat pris sur le fondement du 2° de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, d'une durée maximale de trois ans.

Article 1-2 : DE FIXER la rémunération par référence aux grilles indiciaires du cadre d'emplois des attachés, l'intéressé pouvant bénéficier du régime indemnitaire correspondant à ses grades et fonctions.

Article 2 : DE CREER au tableau des effectifs 12 postes d'adjoint techniques territoriaux et 1 poste de technicien principal de 1^{ère} classe.

Article 3 : D'AUTORISER, le recours à deux contrats d'apprentissage.

Article 3-1 : DE FIXER la rémunération conformément aux textes en vigueur.

Article 3-2 : D'AUTORISER le Président de la CoVe à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissages ainsi que les conventions, documents d'engagement et de suivi, ainsi que les demandes d'aide financière relatives à ces deux contrats.

Article 4 : DE SUPPRIMER du tableau des effectifs un emploi de directeur territorial.

Transmis en Préfecture le : 14 SEPT 2018

Publication par affichage le : 14 SEPT 2018

Exécutoire le : 14 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORGIO (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°160-18

Objet : Convention de groupement de commande pour l'ensemble des besoins en fournitures et en services en matière de techniques de l'information et de la communication

Conseil de Communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°160-18

Objet : Convention de groupement de commande pour l'ensemble des besoins en fournitures et en services en matière de techniques de l'information et de la communication

Le Conseil de Communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Considérant les besoins partagés entre la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin et de la Commune de Carpentras en matière de techniques de l'information et de la communication ;

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin et de la Commune de Carpentras de mutualiser leurs besoins en recourant à des achats groupés dans ces domaines, pour des raisons économiques et techniques ;

Considérant le projet de convention constitutive de groupements de commande à intervenir entre la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin et la Commune de Carpentras, permettant la réalisation d'achats groupés relatifs à :

- la fourniture de matériel informatique ou de télécommunication,
- la fourniture de logiciels commerciaux,
- la réalisation d'études et de mise au point de logiciels spécifiquement conçus et produits pour répondre aux besoins particuliers des entités,
- l'élaboration de systèmes d'information
- la prestation de maintenance, de tierce maintenance applicative ou d'infogérance.

Considérant qu'aux termes de la convention, les entités procèderont à la coordination des achats groupés, de manière alternative et partagée.

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER le projet de convention constitutive de groupements de commande pour des fournitures et/ou services relatifs aux techniques de l'information et de la communication à conclure entre la CoVe et la Ville de Carpentras.

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer la convention et tous actes y afférant.

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

Convention constitutive d'un groupement de commandes

Objet : Fournitures, services
et travaux relatifs aux
Techniques de
l'information et de la
communication

Article 28 de l'Ordonnance n°2015-899
du 23 juillet 2015 relative aux marchés
publics



Table des matières

Article I. OBJET DE LA CONVENTION	2
Article II. MEMBRES DU GROUPEMENT	2
Article III. NATURE DU GROUPEMENT	3
Article IV. DEFINITION DES BESOINS	3
Article V. LE COORDONNATEUR	4
5.01 Désignation du coordonnateur	4
5.02 Missions du coordonnateur	4
Article VI. OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT	5
Article VII. DUREE	6
Article VIII. PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS– ORGANE DE DECISION	6
Article IX. DISPOSITIONS FINANCIERES	7
9.01 Répartition des dépenses liées au marché	7
9.02 Participation aux frais de coordination	7
Article X. ENTREE ET SORTIE DU GROUPEMENT	7
10.01 Adhésion au groupement	7
10.02 Sortie et dissolution du groupement	8
(a) 11.02-1 – Dissolution du groupement permanent pour l'avenir :	8
(b) 11.02-2- Résiliation d'un marché groupé en cours d'exécution sans dissolution du groupement	8
(c) 11.02-2- Résiliation d'un marché groupé en cours d'exécution avec dissolution du groupement	9
Article XI. ACTIONS JURIDICTIONNELLES	9
ANNEXE	9

PREAMBULE

La CoVe et la ville de Carpentras partagent des besoins communs en matière d'achats et plus particulièrement en matière d'informatique. Dans ce cadre, la CoVe et la Ville de Carpentras se sont rapproché pour procéder à des achats groupés dans plusieurs domaines :

- services de téléphonie sous IP
- services de télécommunication
- matériel informatique
- systèmes de sécurité des réseaux informatiques

En outre, les deux entités partagent aujourd'hui des équipements actifs (serveurs partagés). Cette mutualisation s'inscrit également dans une perspective de rapprochement du service des systèmes d'information et de télécommunication de la CoVe et de la Direction des systèmes d'information et de télécommunication de la Ville de Carpentras, à travers un service commun.

De nouveaux besoins font jour. Aussi, il est décidé de constituer un groupement de commandes permanent, répondant à la définition de l'article 28 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, pour **l'ensemble des besoins potentiels de ces services, à savoir des achats de fournitures, de prestations de services ou de travaux relatifs aux techniques de l'information et de la communication.**

L'objectif est de permettre une plus grande coopération entre les deux collectivités et une certaine réactivité. La convention permettra la conclusion de ces divers achats groupés dès lors qu'ils appartiennent à ce domaine, mais ne constituera pas une obligation de le faire.

La présente convention définit les modalités d'organisation de ce groupement de commandes, constitué entre pouvoirs adjudicateurs.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article I. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes dit « permanent » en vue de la passation d'un ou plusieurs marchés conjoints portant sur **l'ensemble des besoins potentiels de ces services, à savoir des achats de fournitures, de prestations de services ou de travaux relatifs aux techniques de l'information et de la communication.**

Article II. MEMBRES DU GROUPEMENT

Sont membres du présent groupement :

❖ **La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe),**

Représentée par.....,

Par délégation du Président, lui-même autorisé par délibération n°..... du 10 septembre 2018.

❖ **La Ville de Carpentras**

Représentée par son Maire, Serge Andrieu,

Autorisé par délibération n°..... du 11 septembre 2018

Article III. NATURE DU GROUPEMENT

Le présent groupement est un groupement permanent, constitué pour la conclusion de plusieurs marchés potentiels à venir.

Il est constitué entre les personnes morales de droit public susvisées, selon la formule dite « d'intégration partielle ».

Sauf dispositions contraires prises expressément entre les parties, le coordonnateur de chaque achat groupé assure

- la coordination de la passation de la procédure,
- la signature du marché commun,
- la notification dudit marché à son titulaire.

L'exécution des marchés conjoints ne sera pas coordonnée. Chacun des membres sera chargé d'exécuter les marchés pour son compte.

Les parties pourront néanmoins déroger ponctuellement à cette formule et prévoir que l'exécution du marché sera assurée par le coordonnateur. Une telle dérogation est prise expressément par les parties, dans un écrit co-signé.

Article IV. DEFINITION DES BESOINS

Les marchés conjoints pris en application de la présente convention pourront porter sur **l'ensemble des besoins potentiels de ces services, à savoir des achats de fournitures, de prestations de services ou de travaux relatifs aux techniques de l'information et de la communication**, à savoir :

- la fourniture de matériel informatique ou de télécommunication,
- la fourniture de logiciels commerciaux,
- la réalisation d'études et de mise au point de logiciels spécifiquement conçus et produits pour répondre aux besoins particuliers des entités,
- l'élaboration de systèmes d'information
- la prestation de maintenance, de tierce maintenance applicative ou d'infogérance
- travaux relatifs à la mise en œuvre des fournitures et services listés ci-dessus.

Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être librement complétée dès lors qu'il ressort que l'achat concerné appartient à la catégorie des **techniques de l'information et de la communication**.

Il est expressément convenu que la conclusion de ces divers achats groupés est une possibilité, mais ne constituera pas une obligation de faire. La mutualisation des

achats relatifs aux T.I.C. reste volontaire. Chaque entité reste libre de procéder seule à des achats de cette nature, en dehors du présent groupement ou de prendre part à des groupements de commandes relatifs à cette matière avec d'autres pouvoirs adjudicateurs ou acheteurs privés.

Les membres du groupement définiront le plus précisément possible l'étendue de leurs besoins avant le lancement de chaque achat groupé.

Lorsque les besoins ne peuvent être déterminés avec précision avant leur survenance, le marché prévoira la possibilité de commandes libres par chacun des membres. Ainsi, le groupement pourra conclure des marchés ponctuels, des accords-cadres, éventuellement fractionnés à bons de commande dans les conditions édictées à l'article 78 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Les marchés pourront comporter en leur sein :

- des prestations, fournitures ou travaux spécifiques à chaque entité membre,
- des prestations, fournitures ou travaux adaptables indistinctement à chaque entité,
- des prestations, fournitures ou travaux conjoints et partagés. Dans cette hypothèse, la part de chaque entité sera déterminée dans les conditions du 9.01 ci-après.

Article V. LE COORDONNATEUR

5.01 Désignation du coordonnateur

L'une et l'autre des parties à la présente convention pourront alternativement revêtir la qualité de coordonnateur. Avant le lancement de chaque achat groupé, les parties s'accordent sur la désignation du coordonnateur parmi elles. Cette décision est consignée par écrit. A cet effet, est annexé à la présente convention un cadre servant à la désignation du coordonnateur. Sa signature par le représentant du membre formalise également sa décision de recourir à un achat groupé.

Les membres s'efforcent d'assurer une certaine alternance dans cette coordination.

Celle des parties désignée comme coordonnateur sera chargée d'organiser l'ensemble des opérations nécessaires à la satisfaction du besoin.

Le représentant du coordonnateur sera l'autorité exécutive de l'entité concernée à savoir

- soit le Président de la CoVe
- soit le Maire de la Ville de Carpentras

Ou tout conseiller communautaire ou conseiller municipal désigné par eux pour les représenter.

5.02 Missions du coordonnateur

Le coordonnateur du groupement désigné par les parties avant chaque achat groupé, prendra la qualité de pouvoir adjudicateur.

Dans le respect des dispositions de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics, les missions du coordonnateur seront les suivantes, sauf disposition spécifique contraire prise ponctuellement par les membres du groupement :

Pour chacun des marchés à conclure :

- recenser les besoins ;
- élaborer le dossier de consultation des entreprises, à partir des éléments fournis par les membres ;
- faire valider ces documents par l'autre partie au groupement ;
- choisir et conduire la procédure de passation du marché ;
- publier l'avis d'appel public à la concurrence ;
- mettre le dossier de consultation des entreprises à disposition des candidats potentiels et organiser la dématérialisation de la procédure si elle est requise ;
- centraliser les questions éventuelles des candidats
- après consultation de l'autre membre du groupement sur les réponses à apporter, diffuser ces réponses ;
- Réceptionner les candidatures et les offres ;
- analyser les candidatures et les offres des soumissionnaires, en collaboration avec l'autre membre du groupement ;
- mener les négociations éventuelles avec les candidats, en collaboration avec l'autre membre du groupement ;
- organiser et animer la commission d'appel d'offres du groupement ;
- finaliser la procédure d'attribution du marché : vérification du respect des obligations fiscales et sociales de l'attributaire pressenti, information aux candidats non retenus.
- signer le marché au nom et pour le compte du groupement ;
- assurer sa transmission au contrôle de légalité si celle-ci est requise ;
- notifier les pièces du marché au candidat retenu.

⇒ Le coordonnateur transmettra à l'autre membre du groupement un exemplaire des pièces du marché.

Chaque membre du groupement assure directement l'exécution de son marché. Toutefois, pour faciliter les relations avec les titulaires des marchés conjoints, les membres du groupement s'efforceront de se coordonner pour l'envoi des commandes.

Chaque membre du groupement s'acquittera des dépenses lui incombant, directement auprès du titulaire du marché concerné.

Ces dispositions sont prises par défaut, en l'absence de décision contraire prise par les membres pour un achat groupé particulier. Les modifications éventuelles à ce mode de fonctionnement seront consignées par écrit par les membres avant le lancement de la procédure d'achat groupée.

Article VI. OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Le groupement de commandes est constitué par les parties désignées à l'article II.

Celles-ci sont dénommées « membres » du groupement de commandes et sont signataires de la présente convention.

Lors de chaque consultation groupée, les membres désignent parmi eux le coordonnateur. Celui-ci sera chargé des missions décrites à l'article 3 ci-dessus.

Dès lors, l'autre membre du groupement ne revêtant pas la qualité de coordonnateur s'engage par son représentant à :

- communiquer au coordonnateur les informations relatives au recensement de ses besoins ;
- prendre connaissance et valider le projet de dossier de consultation des entreprises avant la publication de la consultation ;
- fournir au coordonnateur les réponses aux éventuelles questions des candidats, lorsque ces informations ne sont pas directement accessibles au coordonnateur ;
- participer à l'analyse des offres conjointement avec le coordonnateur ;
- participer à la commission d'appel d'offres du groupement si elle est réunie.

Des réunions périodiques pourront être organisées par le coordonnateur en cours d'exécution du marché, pour partager un bilan de son exécution.

Article VII. DUREE

Le présent groupement de commandes est dit « permanent ». Il est réputé constitué une fois la présente convention signée par ses membres, et transmise au contrôle de légalité pour être exécutoire, sans limite de durée.

Il prendra fin sur décision de l'un des membres du groupement, dans les conditions décrites au 10.02 ci-après.

Article VIII. PROCEDURE DE DEVOLUTION DES PRESTATIONS- ORGANE DE DECISION

Le présent groupement de commandes permanent est constitué en application de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

La procédure de passation des achats groupés sera choisie en application des règles de la commande publique applicables aux pouvoirs adjudicateurs.

Les membres du groupement conviennent que les marchés groupés seront attribués par la commission d'appel d'offres du coordonnateur, en application des dispositions de l'article L.1414-3, II du Code général des collectivités territoriales.

Le représentant de la collectivité membre du groupement n'ayant pas la qualité de coordonnateur, ou tout autre élu qu'il aura désigné pour le représenter, ainsi que les services compétents dans la matière faisant l'objet du marché et les services compétents en matière de commande publique, seront systématiquement invités à participer à la réunion de la Commission.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, ceux-ci n'ont pas voix délibérative.

Article IX. DISPOSITIONS FINANCIERES

9.01 Répartition des dépenses liées au marché

Dispositions applicables par défaut, sauf décision contraire des membres :

Les membres du groupement s'acquittent directement des frais liés à leurs propres besoins, auprès du titulaire du marché.

Les dépenses sont acquittées par application soit de prix spécifiques à chaque entité indiqués dans le(s) marché(s) soit de prix unitaires applicables de manière indistincte à l'un ou l'autre des membres. Chacun s'acquitte de la part qu'il commande.

Dans l'hypothèse où le marché comprend des prestations, fournitures ou travaux conjoints ou partagés ne pouvant pas être individualisés par entité, les parties conviennent de prendre en charge directement auprès du titulaire du marché les dépenses conjointes selon une clé de répartition qui aura été déterminée entre les parties préalablement au lancement de la procédure.

Selon la nature de la dépense, compte tenu des clés de répartition arrêtées entre les membres du groupement, le marché fera apparaître dans la mesure du possible, le pourcentage du prix imputable à chaque entité.

Il reste loisible aux membres du groupement de décider par écrit, préalablement au lancement de la procédure, de déroger à ce fonctionnement. Notamment, eu égard à la nature de certains marchés, il pourra être décidé de confier au coordonnateur l'exécution du marché et par conséquent, de faire l'avance des dépenses liées au marchés auprès du titulaire, contre remboursement par l'autre membre du groupement.

Dans ce cas d'espèce, la clé de répartition des dépenses est définie préalablement de la même manière et par écrit. Le coordonnateur obtient remboursement des sommes engagés par lui pour les besoins du membre du groupement sur présentation des factures par lui acquittées.

9.02 Participation aux frais de coordination

Le présent groupement de commandes ne donne pas lieu à remboursement des frais de coordination, compte tenu de l'implication mutuelle des parties dans le déroulement de la procédure d'attribution des marchés et de l'alternance de la qualité de coordonnateur.

Article X. ENTREE ET SORTIE DU GROUPEMENT

10.01 Adhésion au groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes par la signature de la présente convention, par son représentant y étant dûment habilité.

L'adhésion d'un nouvel adhérent ne peut être réalisée qu'à l'occasion de la passation d'un avenant à la présente convention.

En outre, il est expressément entendu que la CoVe, en tant qu'Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre, pourra mettre les marchés conclus au nom du groupement à disposition d'une ou plusieurs de ses communes membres, à travers un règlement de mise à disposition, dans les conditions édictées par l'article L.5211-4-3 du Code général des collectivités territoriales.

Dans cette hypothèse, la CoVe prend en charge les dépenses afférentes directement auprès du titulaire du marché concerné et en obtient remboursement auprès de la commune bénéficiaire.

10.02 Sortie et dissolution du groupement

Le présent groupement comptant deux membres, aucune sortie du groupement n'est permise sauf à entraîner la dissolution du groupement.

Cette dissolution peut intervenir dans les conditions suivantes :

(a) 11.02-1 – Dissolution du groupement permanent pour l'avenir :

Le présent groupement permanent peut prendre fin à tout moment par sa résiliation expresse décidée par l'un des membres du groupement ou conjointement. Chaque membre du groupement dispose de la faculté de mettre fin à tout moment à sa participation au présent groupement, pour l'avenir.

Cette résiliation prendra la forme un courrier notifié à l'autre partie ou d'un écrit co-signé pour acceptation conjointe.

Cette résiliation n'entraîne pas la résiliation des marchés groupés déjà conclus.

(b) 11.02-2- Résiliation d'un marché groupé en cours d'exécution sans dissolution du groupement

Chaque membre du groupement peut solliciter la résiliation d'un marché groupé en cours d'exécution de celui-ci, dans des circonstances exceptionnelles et justifiées et répondant à un motif d'intérêt général.

Dans l'hypothèse de marchés groupés à exécution successives, comportant une période contractuelle, le membre du groupement s'efforce d'attendre l'échéance contractuelle du marché et décider éventuellement de la non reconduction du marché.

Dans l'hypothèse où le retrait du membre ne peut souffrir de délai, le souhait de résilier le marché en cours devra être notifié à l'autre membre du groupement par courrier recommandé avec accusé de réception.

Le membre restant sollicitera le(s) titulaire(s) des marché(s) concerné(s) pour obtenir son (leur) accord sur la poursuite de l'exécution du marché dans ces conditions nouvelles. Si le(s) titulaire(s) en est (sont) d'accord, le marché continuera de s'exécuter avec l'un seulement des membres du groupement. Dans le cas contraire, si le marché vient à être résilié, le membre démissionnaire prend à sa charge les

éventuelles indemnisations et toutes les conséquences financières éventuelles issues de cette résiliation.

Il est entendu que les membres du groupement peuvent décider conjointement de la résiliation d'un marché. Les conséquences financières de cette résiliation anticipée sont alors partagées selon la clé de répartition arrêtée entre les parties au titre des dépenses du marché.

Le coordonnateur, qu'il soit à l'origine de la décision ou non, est chargé de l'accomplissement des tâches relatives à la résiliation du marché auprès de son titulaire.

(c) 11.02-2- Résiliation d'un marché groupé en cours d'exécution avec dissolution du groupement

A l'occasion de la résiliation d'un marché groupé, chaque membre du groupement qu'il soit ou non à l'initiative de la résiliation, peut demander la dissolution du groupement pour l'avenir. Cette dissolution est notifiée à l'autre partie par écrit et prend effet avec la résiliation du marché en cours d'exécution.

Dans l'hypothèse où d'autres marchés groupés sont encore en vigueur, cette dissolution du groupement n'entraîne pas leur résiliation, sauf à ce que les parties le requièrent. Il est alors fait application des dispositions du 10.02-2 (b) ci-dessus.

Article XI. ACTIONS JURIDICTIONNELLES

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention ressort de la compétence du Tribunal Administratif de Nîmes.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

S'agissant des litiges opposant le groupement à tout requérant avant la notification des marchés, le coordonnateur est habilité à agir en justice.

S'agissant des litiges opposant le groupement au(x) titulaire(s) du(des) marché(s), après leur notification, chacun des membres du groupement sera habilité à agir en justice pour les griefs auxquels il est partie.

ANNEXE :

- Cadre de désignation du coordonnateur.

Fait en 2 exemplaires.

À Carpentras, le.....

MEMBRES DU GROUPEMENT	SIGNATURE
M. Représentant la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin	
M. Représentant la Ville de Carpentras	

Groupement de commandes
permanent relatif aux besoins en
matière de Fournitures, services et
travaux relatifs aux Techniques de
l'information et de la communication

DESIGNATION DU COORDNNATEUR

M.

Agissant en tant que représentant de

.....
Membre du groupement de commandes permanent relatif aux besoins en
matière de techniques de l'information et de la communication

Désigne

Représenté par

En tant que coordonnateur du groupement

pour l'achat groupé portant sur

.....

Missions du coordonnateur :

☐ Dit que les missions dévolues au coordonnateur sont celles décrites à la convention, n'incluant pas l'exécution des marchés.

☐ Dit que les missions dévolues au coordonnateur, par dispositions contraires aux termes de la convention prévus par défaut, prévoit la coordination de l'exécution du marché et par conséquent, l'avance des dépenses du groupement auprès du titulaire contre remboursement.

☐ Prévoit également les missions exceptionnelles suivantes :

.....
.....
.....
.....
.....

Répartition des dépenses communes :

☐ Dit que dans l'hypothèse où certains prix du marché sont communs aux membres du groupement, ils seront partagés selon la clé de répartition suivante :

- COVE :
- Ville de Carpentras :
- Ou au prorata de

Fait à

Le

Pour

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Lorient du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENOU à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°161-18

Objet : Convention de prestation de service avec la Communauté de Communes Ventoux Sud pour la réalisation d'un site internet institutionnel

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°161-18

Objet : Convention de prestation de service avec la Communauté de Communes Ventoux Sud pour la réalisation d'un site internet institutionnel

Le Conseil de communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales, ses articles L.5216-7-1 et L.5215-27 aux termes desquels toute collectivité territoriale peut confier la gestion de certains services relevant de ses attributions à une autre communauté d'agglomération par convention,

Vu le projet de convention établi entre la Communauté de Communes Ventoux Sud et la CoVe,

Considérant qu'en matière d'informations et de services publics diffusés sur le net à l'échelle du territoire élargi, la CoVe a développé un outil efficace et évolutif (plateforme internet mutualisée) pour répondre aux nouveaux usages et besoins des habitants du territoire,

Considérant qu'il est d'intérêt d'optimiser ces moyens techniques mis en oeuvre par la CoVe et de mutualiser l'information de service public produite sur le territoire des deux communautés,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué aux finances et au budget,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER les termes de la convention de prestation de service pour la réalisation d'un site internet d'information de service public sur la plateforme mutualisée de la CoVe

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer la convention de prestation de service pour la réalisation d'un site internet d'information de service public avec la Communauté de Communes Ventoux Sud.

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018



**Convention de prestation de service pour la réalisation d'un site internet d'information de service public
(ARCHITECTURE TECHNIQUE ET CMS COMMUN)**

ENTRE :

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VENTOUX-COMTAT VENAISSIN (la CoVe), sise 1171 avenue du Mont Ventoux, CS 30085, 84203 Carpentras cedex,

Représentée par M. Francis ADOLPHE, Président de la Communauté, en vertu de la délibération du conseil communautaire en date du

Désignée ci-après, par le terme « la CoVe »

d'une part,

ET :

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VENTOUX SUD (LA CCVS),

Représentée par M. Max RASPAIL, Président de la Communauté, en vertu des pouvoirs de délégation qui lui ont été confiés par délibération du conseil communautaire en date du 27 mars 2018

Désignée ci-après, par le terme « la CCVS »,

d'autre part,

Vu les articles L.5216-7-1 et L.5215-27 du Code général des collectivités territoriales aux termes desquels toute collectivité territoriale peut confier la gestion de certains services relevant de ses attributions à une autre communauté de communes ou d'agglomération par convention ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

CONSIDERANT qu'en matière d'informations et de services publics diffusés sur le net à l'échelle du territoire élargi, la CoVe a développé un outil (plateforme internet mutualisée) qui permet de :

- créer un espace à la fois transversal et collaboratif, qui affiche une image unie et cohérente du territoire tout en garantissant l'identité et l'indépendance de chacune des collectivités (dans le choix des contenus et leur « chartage »).

- encourager l'implication des utilisateurs dans l'animation et le développement du site grâce à une architecture ouverte, s'appuyant progressivement sur des apports éditoriaux décentralisés et développer l'information de service public disponible en ligne au bénéfice des usagers au-delà des découpages administratifs

- accroître l'efficacité de l'administration de la plateforme internet en offrant des accès simplifiés à l'information et à sa mise à jour, en automatisant des processus internes, en permettant l'interrogation de bases de



données constituées, en concentrant l'hébergement, la maintenance et la sécurité des différents sites sur une plateforme technique unique.

- améliorer l'accès à l'information et offrir de nouveaux services en ligne aux acteurs du territoire (habitants, associations, entreprises, communes membres,...) dans une logique de proximité et d'efficacité dans la diffusion d'informations de service public auprès des habitants/usagers .

Qu'il est d'intérêt d'optimiser les moyens techniques mis en œuvre par la Communauté et de mutualiser l'information de service public produite par les différents acteurs publics du territoire des deux communautés, pour :

- fiabiliser l'information diffusée aux citoyens/internautes sur le web
- constituer la ressource principale de l'information institutionnelle, culturelle, économique
- apporter un nouveau service d'information répondant aux nouveaux usages et besoins des habitants du territoire pour faciliter leur vie quotidienne

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de réalisation du déploiement technique d'un site internet d'information de service public par la CoVe au profit de la CCVS

ARTICLE 2 – MISSIONS INCOMBANT A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN - OBLIGATIONS

La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin consent la mise à disposition de l'outil* dit « plateforme Internet mutualisée » au profit de la Communauté de Communes Ventoux Sud

*Par outil on entend : le socle technique, le CMS de gestion du Back Office -Typo3 -, les fonctionnalités natives de Typo 3 ou déjà développées dans le cadre de l'investissement financé par la communauté.

Cet outil permettra à la CCVS de créer, de faire fonctionner et de mettre à jour un site internet autonome qui lui est spécialement dédié. Il permet également d'avoir accès à des données partagées détenues par la CoVe : données économiques, cartographiques, thématiques (transport, culture, gestion des déchets...) et à des fonctionnalités développées dans la plateforme pour garantir la bonne diffusion et compréhension des informations de service public.

La CCVS en deviendra utilisatrice dans le cadre de la concession des droits d'utilisation qui lui est accordée. Les services de la CCVS accèdent seuls et utilisent librement les moyens partagés, sous leur propre responsabilité technique et éditoriale.

Aussi, la CCVS utilisera l'outil avec ses propres personnels, sous la responsabilité de sa propre hiérarchie, et selon la ligne éditoriale qu'il aura défini ; il restera propriétaire de ses données qui pourront lui être restituées dans le cas où il souhaiterait mettre un terme au partenariat.

ARTICLE 3 – MISSIONS INCOMBANT A LA COMMUNAUTE VENTOUX SUD - OBLIGATIONS

La CCVS développera un gabarit propre à ces besoins.

Les sites internet générés par la plateforme le sont dans le respect des standards du W3C, des règles d'accessibilités et du cadre légal de l'internet public et sont responsive design.

Toutefois, le territoire, les compétences et la spécificité de la CCVS nécessite la création d'un gabarit de site propre à ce dernier (page d'accueil, rubricage, identité graphique ...).



Au-delà de la mise à disposition de l'outil technique telle que prévu ci-dessus, la CCVS prendra à sa charge le développement payant d'un gabarit spécifique et la formation au back office Typo 3 au tarif qu'il aura convenu avec le prestataire Archriss dans le cadre d'une entente commerciale conclue directement entre les deux parties. La CCVS deviendra propriétaire du résultat de la prestation commandée pour ces besoins spécifiques.

La CCVS, si elle le souhaite, pourra également solliciter des prestations complémentaires payantes prévues au Bordereau de Prix Unitaire du marché conclu avec le prestataire (accompagnement personnalisé, intégration de contenu, maintenance évolutive ...). Dans ce cas, la CoVe engagera la commande, fera l'avance financière couvrant le coût des prestations complémentaires et facturera la commune au tarif fixé dans le BPU. La commune deviendra propriétaire du résultat de la prestation complémentaire commandée.

ARTICLE 4 – DUREE ET DATE D'EFFET

La mise à disposition prend effet à la date de signature par les deux parties de la présente convention, pour la durée de vie de l'outil technique et reconductible d'année en année tant que l'objet demeure utile sauf résiliation anticipée, telle que décrite à l'article 5 et 6 ci-après.

ARTICLE 5 – MODALITES DE RESILIATION POUR LA CCVS

La CCVS adhérent au dispositif de partage de la plateforme internet mutualisée peut mettre fin à la mise à disposition, chaque année à date anniversaire de la signature de la présente convention sans avoir à motiver un intérêt particulier et sans prétendre à indemnisation.

La fin de la mise à disposition prendra effet au premier jour du renouvellement annuel, après respect d'un préavis de deux (2) mois.

Il sera alors restitué à la CCVS, l'intégralité des contenus lui appartenant.

ARTICLE 6 – MODALITES DE RESILIATION POUR LA COVE

La CoVe peut mettre fin à la mise à disposition dans l'hypothèse où elle met fin à l'utilisation de la plateforme internet mutualisée pour son compte, suite à une résiliation du marché la liant au concepteur de l'outil.

Dans cette hypothèse, la CoVe respectera un préavis de 6 mois pour permettre à la CCVS de trouver une solution de substitution.

La CoVe peut également mettre fin à la mise à disposition en cas de non-respect des dispositions de la convention par la CCVS, sous réserve du respect d'un préavis de 6 mois.

Dans tous les cas, les contenus lui appartenant sont restitués à la CCVS.

ARTICLE 7 – COUT DE LA PRESTATION

La CCVS contribuera aux coûts de fonctionnement annuels de la plateforme constitués des coûts d'hébergement, de maintenance du site ainsi que l'abonnement au kiosque en ligne.

Ils feront l'objet d'un remboursement d'une partie des coûts payés annuellement par la communauté sur la base d'une clé de répartition détaillée ci-dessous :

- la CCVS contribuera à hauteur d'une part (1) sur le nombre total de personnes publiques bénéficiant de la mise à disposition de l'outil.

Pour l'année 2018, première année de prise d'effet de la convention, cette clé est de :

- 1/16^{ème} du coût annuel TTC payé par la communauté pour l'ensemble des sites satellites générés par la plateforme et mis à disposition de personnes publiques, soit 542 € pour l'année 2018.



Tout en gardant la même clé de répartition, le coût pourra évoluer en fonction de l'évolution du coût total annuel assumé par la Communauté liée aux prix d'hébergement et de maintenance auprès de son prestataire. La CoVe en informera la CCVS au préalable.

ARTICLE 7 – MODALITES DE REMBOURSEMENT DE LA PRESTATION

La CoVe émettra chaque année un titre de recettes accompagné d'une facture détaillant les coûts. Sur simple demande de la CCVS, la CoVe produira les factures de ses prestataires comme pièce justificative.

ARTICLE 8 - CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES ET RESPONSABILITES

La CoVe garantit à la CCVS la stricte confidentialité des données traitées par cette dernière au moyen des applications partagées ; les données de chacune des parties sont enregistrées séparément et ne sont accessibles qu'à leurs propriétaires.

Chaque partie est seule responsable de la saisie, de l'enregistrement et de la gestion de ses données qui seront publiées sur le site internet.

La CoVe ne saurait être tenue pour responsable en aucun cas de l'altération ou de la destruction des données appartenant à la Commune, sauf à prouver sa faute.

ARTICLE 9 : SUIVI DE LA CONVENTION

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par la CoVe et la CCVS.

Pour la CoVe, le service chargé du suivi de prestation est :

Direction Générale des Services/ Communication & Evènementiel

Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin

1171, Avenue du Mont Ventoux – C.S. 30085

84203 Carpentras Cedex

Claire TREMBLEY

claire.trembley@lacove.fr

ARTICLE 10 - JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

En cas de litige résultant de l'application de la présente convention et d'échec des négociations amiables, le Tribunal administratif de Nîmes est compétent.

Fait à Carpentras , le 2018

Pour la Communauté d'agglomération

Ventoux Comtat Venaissin

Le Président, Francis Adolphe

Pour la Communauté de Communes

Ventoux Sud

Le Président, Max Raspail



L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DRÉANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORGIO (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°162-18

Objet : Convention de prestation de service avec la Communauté de Communes Ventoux Sud pour la réalisation d'un site internet touristique

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°162-18

Objet : Convention de prestation de service avec la Communauté de Communes Ventoux Sud pour la réalisation d'un site internet touristique

Le Conseil de communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales, ses articles L.5216-7-1 et L.5215-27 aux termes desquels toute collectivité territoriale peut confier la gestion de certains services relevant de ses attributions à une autre communauté d'agglomération par convention,

Vu le projet de convention établit entre la Communauté de Communes Ventoux Sud et la CoVe,

Considérant la démarche de promotion de la destination touristique Ventoux -Provence autour du territoire Ventoux engagée par la CoVe et les outils de promotion numériques prévus pour la servir,

Considérant qu'en matière d'information touristique diffusés sur le net à l'échelle du territoire élargi de la destination Ventoux Provence, la CoVe a développé un outil (plateforme internet mutualisée) qui affiche une image unie et cohérente de la destination Ventoux Provence tout en garantissant l'identité et l'indépendance de chacun des Offices de Tourisme Intercommunaux,

Considérant qu'il est d'intérêt d'optimiser ces moyens techniques mis en oeuvre par la CoVe et de mutualiser l'information produite par les différents acteurs publics compétents en matière de tourisme sur le territoire de la destination Ventoux ,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué aux finances et au budget,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER les termes de la convention de prestation de service pour la réalisation d'un site internet d'information touristique sur la plateforme mutualisée de la CoVe

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer la convention de prestation de service pour a réalisation d'un site internet d'information Touristique avec la Communauté de Communes Ventoux Sud.

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

06/04/2018 09:06:20 00180406-2018-026-AU

CCVS

Accusé de réception

Réception par le préfet : 06/04/2018

Publication : 09/04/2018

**Convention de prestation de service pour la mise à disposition d'un site internet d'information
Touristique**



(ARCHITECTURE TECHNIQUE ET CMS COMMUN)

ENTRE :

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VENTOUX-COMTAT VENAISSIN (la CoVe), sise 1171 avenue du Mont Ventoux, CS 30085, 84203 Carpentras cedex,

Représentée par M. Francis ADOLPHE, Président de la Communauté, en vertu de la délibération du conseil communautaire en date du

Désignée ci-après, par le terme « la CoVe »

d'une part,

ET :

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VENTOUX SUD (LA CCVS),

Représentée par M. Max RASPAIL, Président de la Communauté, en vertu des pouvoirs de délégation qui lui ont été confiés par délibération du conseil communautaire en date du 28 avril 2014,

Désignée ci-après, par le terme « la CCVS »,

d'autre part,

Vu les articles L.5216-7-1 et L.5215-27 du Code général des collectivités territoriales aux termes desquels toute collectivité territoriale peut confier la gestion de certains services relevant de ses attributions à une autre communauté de communes ou d'agglomération par convention ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

CONSIDERANT la démarche de promotion de la destination touristique Ventoux Provence autour du territoire Ventoux engagée par la CoVe et les outils de promotion numériques prévus pour la servir

CONSIDERANT qu'en matière d'information touristique diffusés sur le net à l'échelle du territoire élargi de la destination Ventoux Provence, la CoVe a développé un outil (plateforme internet mutualisée) qui permet de :

- créer un espace à la fois transversal et collaboratif, qui affiche une image unie et cohérente de la destination Ventoux Provence tout en garantissant l'identité et l'indépendance de chacun des Offices de Tourisme (dans le choix des contenus et leur « chartage »).



- encourager l'implication des prestataires, professionnels du tourisme dans l'animation et le développement du site grâce à une architecture ouverte, s'appuyer progressivement sur des apports éditoriaux décentralisés et développer l'information touristique disponible en ligne au bénéfice des visiteurs, touristes et habitants au-delà des découpages administratifs

- accroître l'efficacité de l'administration de la plateforme internet en offrant des accès simplifiés à l'information et à sa mise à jour, en automatisant des processus internes, en permettant l'interrogation de bases de données constituées, en concentrant l'hébergement, la maintenance et la sécurité des différents sites sur une plateforme technique unique.

- améliorer l'accès à l'ensemble des informations relatives à la destination pour les internautes et offrir de nouveaux services en ligne aux acteurs touristiques du territoire (associations, prestataires, hébergeurs, offices de tourisme, communes membres...) dans une logique de proximité et d'efficacité.

Qu'il est d'intérêt d'optimiser les moyens techniques mis en oeuvre par la Communauté et de mutualiser les outils techniques et l'information produite par les différents acteurs publics compétents en matière de tourisme sur le territoire pour :

- fiabiliser l'information diffusée aux citoyens/internautes sur le web
- constituer la ressource principale de l'information touristique
- apporter un nouveau service d'information et de promotion du territoire répondant aux nouveaux usages et besoins des visiteurs/touristes/habitants pour faciliter leur séjour et/ou leurs activités, découvertes ...

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de réalisation du déploiement technique d'un site internet d'information touristique par la CoVe au profit de la CCVS

ARTICLE 2 – MISSIONS INCOMBANT A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN - OBLIGATIONS

La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin consent la mise à disposition de l'outil* dit « plateforme internet mutualisée » au profit de la Communauté de Communes Ventoux Sud

*Par outil on entend : le socle technique, le CMS de gestion du Back Office -Typo3 -, les fonctionnalités natives de Typo 3 ou déjà développées dans le cadre de l'investissement financé par la communauté.

Cet outil permettra à la CCVS de créer, de faire fonctionner et de mettre à jour le site touristique de l'OTI Ventoux Sud au sein du site de la destination Ventoux Provence. Il permet également d'avoir accès à des données partagées détenues par la CoVe et la SPL Ventoux Provence : données annuaires, agendas, cartographiques, thématiques (culture, loisirs, activités...) et à des fonctionnalités développées dans la plateforme pour garantir la bonne diffusion et compréhension des informations.

La CCVS en deviendra utilisatrice dans le cadre de la concession des droits d'utilisation qui lui est accordée. Les services de la CCVS accèdent seuls et utilisent librement les moyens partagés, sous leur propre responsabilité technique et éditoriale.



Aussi, la CCVS utilisera l'outil avec ses propres personnels, sous la responsabilité de sa propre hiérarchie, et selon la ligne éditoriale qu'il aura défini ; il restera propriétaire de ses données qui pourront lui être restituées dans le cas où il souhaiterait mettre un terme au partenariat.

ARTICLE 3 – MISSIONS INCOMBANT A LA COMMUNAUTE VENTOUX SUD - OBLIGATIONS

La CCVS s'intégrera dans le gabarit du site de destination Ventoux Provence qu'elle a co-construit et validé avec l'OTI Ventoux Provence.

Les sites internet générés par la plateforme le sont dans le respect des standards du W3C, des règles d'accessibilités et du cadre légal de l'internet public et sont responsive design.

Dans le cadre de la mise à disposition de l'outil technique et du site de promotion touristique telle que prévue ci-dessus, la CCVS contribuera aux frais de réalisation du gabarit commandés et financés par la CoVe ainsi qu'aux frais d'hébergement et de maintenance tels que prévu à l'article 7.

ARTICLE 4 – DUREE ET DATE D'EFFET

La mise à disposition prend effet à la date de signature par les deux parties de la présente convention, pour la durée de vie de l'outil technique et reconductible d'année en année tant que l'objet demeure utile sauf résiliation anticipée, telle que décrite à l'article 5 et 6 ci-après.

ARTICLE 5 – MODALITES DE RESILIATION POUR LA CCVS

La CCVS adhérent au dispositif de partage de la plateforme internet mutualisée peut mettre fin à la mise à disposition, chaque année à date anniversaire de la signature de la présente convention sans avoir à motiver un intérêt particulier et sans prétendre à indemnisation.

La fin de la mise à disposition prendra effet au premier jour du renouvellement annuel, après respect d'un préavis de deux (2) mois.

Il sera alors restitué à la CCVS, l'intégralité des contenus lui appartenant.

ARTICLE 6 – MODALITES DE RESILIATION POUR LA COVE

La CoVe peut mettre fin à la mise à disposition dans l'hypothèse où elle met fin à l'utilisation de la plateforme internet mutualisée pour son compte, suite à une résiliation du marché la liant au concepteur de l'outil.

Dans cette hypothèse, la CoVe respectera un préavis de 6 mois pour permettre à la CCVS de trouver une solution de substitution.

La CoVe peut également mettre fin à la mise à disposition en cas de non respect des dispositions de la convention par la CCVS, sous réserve du respect d'un préavis de 6 mois.

Dans tous les cas, les contenus lui appartenant sont restitués à la CCVS.

ARTICLE 7 – COUT DE LA PRESTATION

La CCVS contribuera aux coûts d'investissement du gabarit touristique et de fonctionnement annuels de la plateforme constitués des coûts d'hébergement, de maintenance du site.

1-Pour la contribution au coût d'investissement, la CCVS contribuera selon la clé de répartition suivante :



Coût d'investissement du site - 15 000 € - divisé par le nombre total d'habitant des 2 communautés CoVe et CCVS - 80120 habitants - soit 0,18 € /hab. multiplié par le nombre d'habitants de la CCVS - 0,18 € X 9119 hab = 1 641,42 €

Au-delà de cette contribution financière pour la mise à disposition de l'outil technique et du site touristique tel que prévu à l'article 2, la CCVS pourra, si elle le souhaite, solliciter des prestations complémentaires payantes prévues au Bordereau de Prix Unitaire du marché conclu avec le prestataire (accompagnement personnalisé, intégration des contenus, journée de formation complémentaire ...). Dans ce cas, la CoVe engagera la commande, fera l'avance financière couvrant le coût des prestations complémentaires et facturera la CCVS au tarif fixé dans le BPU. Dans ce cas, la CCVS deviendra propriétaire du résultat de la prestation complémentaire commandée.

2- Pour les coûts de fonctionnement (annuels) :

Ils feront l'objet d'un remboursement d'une partie des coûts payés annuellement par la CoVe sur la base d'une clé de répartition détaillée ci-dessous :

- la CCVS contribuera à hauteur d'une part (1) sur le nombre total de personnes publiques bénéficiant de la mise à disposition de l'outil.

Pour l'année 2018, première année de prise d'effet de la convention, cette clé est de :

- 1/16^{ème} du coût annuel TTC payé par la communauté pour l'ensemble des sites satellites générés par la plateforme et mis à disposition de personnes publiques, soit 542 € pour l'année 2018.

Tout en gardant la même clé de répartition, le coût pourra évoluer en fonction de l'évolution du coût total annuel assumé par la Communauté liée aux prix d'hébergement et de maintenance auprès de son prestataire. La CoVe en informera la CCVS au préalable.

ARTICLE 7 – MODALITES DE REMBOURSEMENT DE LA PRESTATION

La CoVe émettra, à la livraison du site pour le coût d'investissement, et chaque année pour les coûts de fonctionnement, un titre de recettes accompagné d'une facture détaillant les coûts. Sur simple demande de la CCVS, la CoVe produira les factures de ses prestataires comme pièce justificative.

ARTICLE 8 - CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES ET RESPONSABILITES

La CoVe garantit à la CCVS la stricte confidentialité des données traitées par cette dernière au moyen des applications partagées ; les données de chacune des parties sont enregistrées séparément et ne sont accessibles qu'à leurs propriétaires.

Chaque partie est seule responsable de la saisie, de l'enregistrement et de la gestion de ses données qui seront publiées sur le site internet.

La CoVe ne saurait être tenue pour responsable en aucun cas de l'altération ou de la destruction des données appartenant à la Commune, sauf à prouver sa faute.



ARTICLE 9 : SUIVI DE LA CONVENTION

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par la CoVe et la CCVS.

Pour la CoVe, le service chargé du suivi de prestation est :

Direction Générale des Services/ Communication & Evénementiel

Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin

1171, Avenue du Mont Ventoux – C.S. 30085

84203 Carpentras Cedex

Claire TREMBLEY

claire.trembley@lacove.fr

ARTICLE 10 - JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

En cas de litige résultant de l'application de la présente convention et d'échec des négociations amiables, le Tribunal administratif de Nîmes est compétent.

Fait à Carpentras , le

Pour la Communauté d'agglomération


Ventoux Comtat Venaissin

Le Président, Francis Adolphe

Pour la Communauté de Communes

Ventoux Sud

Le Président, Max Raspail


COMMUNAUTE DE COMMUNES
VENTOUX SUD
Siège : Quartier Mougne - 84330 SAILLAS
Annexe : Immeuble Sorlot - Grand Rue -
84570 MORMOIRON



Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018**

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18)- Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°163-18

Objet : Convention de Partenariat avec l'Etablissement Public de Santé -Centre Hospitalier de Carpentras-Sault pour la mise à disposition d'une plateforme internet mutualisée

Conseil de communauté du 10 septembre 2018

Délibération n°163-18

Objet : Convention de Partenariat avec l'Etablissement Public de Santé -Centre Hospitalier de Carpentras-Sault pour la mise à disposition d'une plateforme internet mutualisée

Le Conseil de communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de convention établi entre l'Etablissement public de Santé- Centre Hospitalier de Carpentras-Sault et la CoVe,

Considérant qu'en matière d'informations et de services publics diffusés sur le net à l'échelle du territoire élargi, la CoVe a développé un outil efficace et évolutif (plateforme internet mutualisée) pour répondre aux nouveaux usages et besoins des habitants du territoire,

Considérant qu'il est d'intérêt d'optimiser ces moyens techniques mis en oeuvre par la CoVe et de mutualiser l'information de service public produite sur son territoire avec les autres acteurs publics,

Entendu le rapport du conseiller communautaire délégué aux finances et au budget,

Après en avoir délibéré,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER les termes de la convention de partenariat avec le Centre Hospitalier de Carpentras-Sault pour la mise à disposition de la plateforme internet mutualisée de la CoVe

Article 2 : D'AUTORISER le Président à signer la convention de partenariat pour la mise à disposition de la plateforme internet mutualisée de la CoVe au bénéfice de l'Etablissement public de Santé- Centre Hospitalier de Carpentras-Sault.

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

**Fait les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme
Le Président,**

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.

Acquitté en PREFECTURE le: 19/09/2018



**CONVENTION DE PARTENARIAT
COVE / CENTRE HOSPITALIER DE CARPENTRAS**

**MISE A DISPOSITION D'UNE PLATEFORME INTERNET MUTUALISEE
(ARCHITECTURE TECHNIQUE ET CMS COMMUN, CONTENU EDITORIAUX MUTUALISES)**

ENTRE :

La Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin (la CoVe), sise 1171 avenue du Mont Ventoux, CS 30085, 84203 Carpentras cedex,

Représentée par M. Francis ADOLPHE, Président, autorisé en vertu de la délibération du conseil communautaire en date du 9 avril 2018,

Désignée ci-après, par le terme « la communauté »

D'une part,

ET :

Le Centre Hospitalier de Carpentras, sise 24 Rond Point de l'Amitié BP 60263 84200 Carpentras

Représenté par M. De HARO son Directeur,

Désigné ci-après par le terme « le Centre Hospitalier »

D'autre part,

CONSIDERANT :

Qu'en matière d'informations et de services publics diffusés sur le net à l'échelle du territoire, la CoVe a développé un outil (plateforme internet mutualisée) qui permet de :

- créer un espace à la fois transversal et collaboratif, qui affiche une image unie et cohérente du territoire tout en garantissant l'identité et l'indépendance de chacun des partenaires (dans le choix des contenus et leur « chartage »).

- encourager l'implication des utilisateurs dans l'animation et le développement du site grâce à une architecture ouverte, s'appuyer progressivement sur des apports éditoriaux décentralisés et développer l'information de service public disponible en ligne au bénéfice des usagers au-delà des découpages administratifs

- accroître l'efficacité de l'administration de la plateforme Internet en offrant des accès simplifiés à l'information et à sa mise à jour, en automatisant des processus internes, en permettant l'interrogation de bases de données constituées, en concentrant l'hébergement, la maintenance et la sécurité des différents

sites sur une plateforme unique.

- améliorer l'accès à l'information et offrir de nouveaux services en ligne aux acteurs du territoire (habitants, associations, entreprises, communes membres...) dans une logique de proximité et d'efficacité dans la diffusion d'informations de service public auprès des habitants/usagers .

Qu'il est d'intérêt d'optimiser les moyens techniques mis en oeuvre par la Communauté et de mutualiser l'information de service public produite par les différents acteurs publics du territoire du Ventoux Comtat, pour :

- fiabiliser l'information diffusée aux citoyens/Internaute sur le web
- constituer la ressource principale de l'information institutionnelle, culturelle, économique
- apporter un nouveau service d'information répondant aux nouveaux usages et besoins des habitants du territoire pour faciliter leur vie quotidienne

LES DEUX PARTIES CONVIENNENT :

- Que la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin consent la mise à disposition de l'outil* dit « plateforme internet mutualisée » au profit de l'Etablissement Public de Santé, Centre Hospitalier de Carpentras.

*Par outil on entend : le socle technique, le CMS de gestion du Back Office -Typo3 -, les fonctionnalités natives de Typo 3 ou déjà développées dans le cadre de l'investissement financé par la communauté.

Cet outil permettra à l'Etablissement Public de faire fonctionner et de mettre à jour un site internet autonome qui lui est spécialement dédié. Il permet également d'avoir accès à des données partagées détenues par la CoVe : données économiques, cartographiques, thématiques (transport, culture, gestion des déchets...) et à des fonctionnalités développées dans la plateforme pour garantir la bonne diffusion et compréhension des informations de service public gérées par l'Etablissement Public, l'Intercommunalité et les communes membres.

Le Centre Hospitalier en deviendra utilisateur dans le cadre de la concession des droits d'utilisation qui lui est accordée. Les services du Centre Hospitalier accèdent seuls et utilisent librement les moyens partagés, sous leur propre responsabilité technique et éditoriale.

Aussi, le Centre Hospitalier utilisera l'outil avec ses propres personnels, sous la responsabilité de sa propre hiérarchie, et selon la ligne éditoriale qu'il aura défini ; il restera propriétaire de ses données qui pourront lui être restituées dans le cas où il souhaiterait mettre un terme au partenariat.

- Que le centre hospitalier développera un gabarit propre à ces besoins.

Les sites internet générés par la plateforme le sont dans le respect des standards du W3C, des règles d'accessibilités et du cadre légal de l'internet public et sont responsive design.

Toutefois, la spécificité de l'activité et des publics du Centre Hospitalier nécessitent la création d'un gabarit de site propre à ce dernier (page d'accueil, rubricage, identité graphique ...).

Au-delà de la mise à disposition de l'outil technique telle que prévu ci-dessus, le Centre Hospitalier prendra à sa charge le développement payant d'un gabarit spécifique et la formation au back office Typo 3 au tarif qu'il aura convenu avec Archriss dans le cadre d'une entente commerciale conclue directement entre les deux parties. Le centre hospitalier de Carpentras deviendra propriétaire du résultat de la prestation commandée pour ces besoins spécifiques.

- Que le centre hospitalier contribuera aux coûts de fonctionnement annuels de la plateforme constitués des coûts d'hébergement, de maintenance du site ainsi que l'abonnement au kiosque en ligne.

Ils feront l'objet d'un remboursement d'une partie des coûts payés annuellement par la communauté sur la base d'une clé de répartition détaillée ci-dessous :

- Le centre hospitalier contribuera à hauteur d'une part (1) sur le nombre total de personnes publiques bénéficiant de la mise à disposition de l'outil.

Pour l'année 2018, première année de prise d'effet de la convention, cette clé est de :

- 1/16^{ème} du coût annuel TTC payé par la communauté pour l'ensemble des sites satellites générés par la plateforme et mis à disposition de personnes publiques, soit 542 € pour l'année 2018.

Tout en gardant la même clé de répartition, le coût pourra évoluer en fonction de l'évolution du coût total annuel assumé par la Communauté liée aux prix d'hébergement et de maintenance auprès de son prestataire.

La CoVe émettra chaque année un titre de recettes accompagné d'une facture détaillant les coûts. Sur simple demande du centre hospitalier, la CoVe produira les factures de ses prestataires comme pièce justificative.

DUREE ET DATE D'EFFET

La mise à disposition prend effet à la date de signature par les deux parties de la présente convention, pour la durée de vie de l'outil technique et reductible d'année en année tant que l'objet demeure utile. Le centre hospitalier peut y mettre fin sur simple demande écrite auprès de la communauté sans avoir à motiver un intérêt particulier et sans prétendre à indemnisation.

Il sera alors restitué au Centre Hospitalier les contenus lui appartenant.

CONFIDENTIALITE, PROTECTION DES DONNEES ET RESPONSABILITES

La CoVe garantit au Centre Hospitalier la stricte confidentialité des données traitées par cette dernière au moyen des applications partagées ; les données de chacune des parties sont enregistrées séparément et ne sont accessibles qu'à leurs propriétaires.

Chaque partie est seule responsable de la saisie, de l'enregistrement et de la gestion de ses données qui seront publiées sur le site internet.

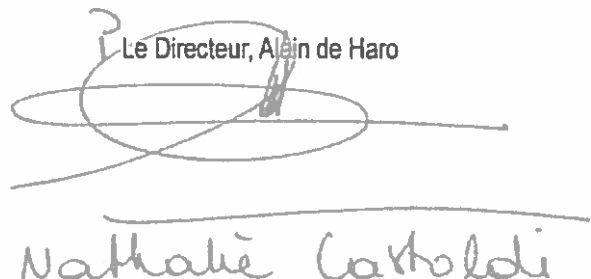
Fait à Carpentras , le xxx février 2018

Pour la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin

Le Président, Francis Adolphe

Pour le Centre Hospitalier de Carpentras

Le Directeur, Alain de Haro



Nathalie Catholodi

L'an deux mille dix-huit le dix septembre, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU
10 SEPTEMBRE 2018

Date de convocation : 4 septembre 2018

Affichée le : 4 septembre 2018

Nombre de Conseillers : 60

Nombre de présents : 39 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 40 (délibérations n°133-18 à 140-18) ; 41 (délibérations n°99-18 à 110-18 et n°132-18) ; 42 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 43 (délibérations n°111-18 à 129-18)

Nombre de votants : 48 (délibérations n°141-18 à 166-18) ; 49 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 50 (délibérations n°99-18 à 110-18) ; 51 (délibérations n°130-18 et 131-18) ; 52 (délibérations n°118-18 à 129-18) ; 53 (délibérations n°111-18 à 117-18)

Nombre d'absents : 7 (délibérations n° 111-18 à 117-18) ; 8 (délibérations n° 118-18 à 129-18) ; 9 (délibérations n°130 et 131) ; 11 (délibérations n°132-18 à 140-18) ; 12 (délibérations n°141-18 à 166-18)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) Beaumont du Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD - Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON (à partir de la délibération n°111-18) - Franck DUPAS - Yvette GUIOU - Pauline DREANO - Jean-François SENAC (à partir de la délibération n° 118-18) Caroline BALAS - Karine GUEZ - Bernard BOSSAN - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI - Jean-Marie ROUX - Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (jusqu'à la délibération n°140-18) Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE (jusqu'à la délibération n°132-18) Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Stéphane GAUBIAC à Jérôme BOULETIN (de la délibération n°111-18 à la délibération n°129-18) ; Jérôme BOULETIN à Michel JOUVE (à partir de la délibération n°130-18) ; Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD ; Joël BOTREAU à Yvette GUIOU ; Jacqueline RENO à Serge ANDRIEU ; Hervé de LÉPINAU à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (jusqu'à la délibération n°131-18) ; Jeanne YVAN à Julien LANGARD (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Joseph BERNHARDT à Bernard CHARRASSE ; Bénédicte MARTIN à Dominique BODON ; Aimé NAVELLO à Roselyne SULTANA ; Louis BONNET à André AIELLO ; François ILLE à Gérard BORG (à partir de la délibération n°133-18)

ABSENTS : Jérôme BOULETIN (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Agnès MOISSON (jusqu'à la délibération n°110-18) ; Jean-François SENAC (jusqu'à la délibération n°117-18) ; Gérard ROLLAND ; Michel BLANCHARD ; Jean-Paul ANRÈS ; Francis JULLIEN ; Christian RIPERT ; Jean-Alain MAZAS ; Julien LANGARD (à partir de la délibération n°118-18) ; Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE (à partir de la délibération n°132-18) ; Christian MEFFRE suppléant d'Eric UGHETTO (à partir de la délibération n°141-18)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Anne-Marie BARDET

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°164-18

Objet : représentation de la CoVe à la commission consultative paritaire au sein du syndicat d'électrification vauclusien

Conseil communautaire du 10 septembre 2018

Délibération n°164-18

Objet : représentation de la CoVe à la commission consultative paritaire au sein du syndicat d'électrification vauclusien

Le conseil de communauté,

Vu la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte,

Vu le Code général des collectivités territoriales, en particulier l'article L2224-37-1,

Considérant qu'une commission consultative paritaire doit être créée entre le syndicat d'électrification vauclusien (SEV), en tant qu'autorité organisatrice de la distribution d'énergie électrique, et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre totalement ou partiellement inclus dans le périmètre du SEV, dont la CoVe,

Entendu le rapport du président,

Après en avoir délibéré et avoir procédé à la désignation dans les formes légales et réglementaires,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER la création d'une commission consultative paritaire auprès du SEV, dont fera partie la CoVe.

Article 2 : DE DESIGNER Ghislain Gricourt comme représentant de la CoVe au sein de cette commission.

Transmis en Préfecture le : 19 SEPT 2018

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le : 19 SEPT 2018

Pour extrait certifié conforme

Exécutoire le : 19 SEPT 2018

Le Président,

Guy Rey



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'État.